



Les espèces forestières protégées et les arrêtés de protection de biotopes en forêt

J.-P Galland

► To cite this version:

J.-P Galland. Les espèces forestières protégées et les arrêtés de protection de biotopes en forêt. *Revue forestière française*, 1991, 43 (S), pp.133-138. <10.4267/2042/26255>. <hal-03425194>

HAL Id: hal-03425194

<https://hal.science/hal-03425194v1>

Submitted on 10 Nov 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization



Les espèces forestières protégées et les arrêtés de protection de biotopes en forêt

J.-P. GALLAND

De par ses attributions, le ministère de l'Environnement doit veiller à la conservation du patrimoine naturel français tant au niveau des milieux naturels que des espèces qu'ils abritent.

Dans ce cadre, le ministère de l'Environnement est amené à prendre des mesures juridiques de protection des espèces menacées.

Avant d'examiner le cas des espèces forestières, il n'est pas inutile de rappeler quelles sont ces différentes dispositions juridiques dans la mesure où elles sont susceptibles d'être appliquées à toute espèce, forestière ou non.

RAPPEL DES DISPOSITIONS JURIDIQUES PERTINENTES

Elles sont contenues dans le livre II du Code rural relatif à la protection de la nature. Celui-ci définit trois régimes de protection possibles pour une espèce :

- le régime de « protection intégrale » ;
- le régime de « protection partielle » ;
- le régime de « réglementation locale de la cueillette ».

Chacun de ces régimes répond à des impératifs de protection différents.

Le régime de « protection intégrale »

Il est basé sur les articles L. 211-1 et L. 211-2 du Code rural.

Il consiste tout simplement à interdire les activités qui menacent l'espèce en question, à savoir : la destruction, la coupe, la mutilation, l'arrachage, la cueillette, l'utilisation, la vente, l'achat... Les seuls prélèvements possibles pour ces espèces sont des prélèvements exceptionnels à des fins scientifiques sur autorisation du ministère de l'Environnement.

Ce régime concerne donc les espèces les plus menacées de notre patrimoine national.

Les listes d'espèces végétales intégralement protégées sont fixées par arrêtés conjoints des ministres de l'Environnement, de l'Agriculture et de la Santé.

La liste nationale des plantes intégralement protégées a été fixée par l'arrêté interministériel du 20 janvier 1982. Elle figure à l'annexe I de cet arrêté et comporte 400 espèces de Phanérogames et Ptéridophytes.

Cette liste nationale est complétée par des listes régionales qui reprennent les mêmes dispositions pour des espèces rares ou menacées au niveau d'une région sans l'être forcément au niveau national. Huit listes régionales sont parues à ce jour (France métropolitaine) et plusieurs autres sont en préparation.

Les départements d'Outre-Mer de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion possèdent également leur liste d'espèces intégralement protégées.

On notera une limitation importante à ce régime de protection qui figure dans chacun des arrêtés fixant une liste de plantes intégralement protégées : tout ou partie des interdictions sont levées lorsqu'il s'agit d'opérations « d'exploitation courante » sur des parcelles « habituellement cultivées ».

Cette limitation (que n'avait pas prévue le législateur !) a été introduite afin de permettre la poursuite d'activités agricoles — ou forestières — préexistantes.

Le régime de « protection partielle »

Il est basé sur l'article L. 212-1 du Code rural.

Il s'agit cette fois, non plus d'interdire mais de soumettre à une autorisation administrative certaines activités qui pourraient menacer l'espèce en question, à savoir : la production, la détention, l'utilisation, l'importation, la vente...

L'autorisation est accordée par le ministre chargé de l'Environnement ou par le préfet selon les cas.

La liste des plantes soumises à ce régime de protection figure à l'annexe II de l'arrêté du 20 janvier 1982 déjà cité. Elle comporte 34 espèces de plantes à fleurs parmi lesquelles figurent plusieurs plantes médicinales.

Les demandes d'autorisation de récolte pour ces espèces doivent être établies sur un formulaire *ad hoc* et adressées à la Direction départementale de l'Agriculture et de la Forêt du département où est prévue la récolte. La Direction départementale de l'Agriculture et de la Forêt transmet ensuite la demande accompagnée de son avis à la Direction de la Protection de la Nature qui est l'autorité de délivrance de l'autorisation.

Le régime de « réglementation locale de la cueillette »

Il est défini par les articles R. 212-8 et 212-9 du Code rural.

Il concerne des espèces parfois relativement communes mais qui sont susceptibles d'être récoltées tant à des fins personnelles qu'à des fins commerciales.

Les espèces soumises à ce régime peuvent faire l'objet d'une réglementation locale fixée par un arrêté préfectoral.

La liste des plantes soumises à ce régime a été fixée par l'arrêté ministériel du 13 octobre 1989. Elle comporte plus de 50 espèces ou groupes d'espèces.

Pour chacune de ces espèces, le préfet du département a donc la possibilité — mais non l'obligation — d'interdire ou de réglementer le ramassage et la cession, une telle réglementation pouvant être conçue de manière permanente ou temporaire (par exemple en fixant des périodes d'interdiction).

L'arrêté ministériel du 13 octobre 1989 a fait l'objet d'une circulaire d'application du 16 août 1990 adressée à tous les préfets. Il est donc actuellement trop tôt pour savoir combien d'arrêtés préfectoraux seront pris pour les espèces soumises à régime.

Les arrêtés préfectoraux de protection de biotopes

Après avoir défini les trois régimes juridiques de protection des espèces, arrêtons-nous sur les arrêtés de protection de biotopes.

Cette mesure est définie par les articles R. 211-12 et suivants du Code rural.

Elle concerne les espèces bénéficiant du statut de protection intégrale.

Elle a pour objet non pas de protéger l'espèce (qui l'est déjà) mais de permettre la conservation de son milieu de vie.

Pour les espèces terrestres, c'est au préfet du département que revient la mise en œuvre de ces dispositions.

L'arrêté de protection de biotope est donc un arrêté préfectoral. Il est pris après avis de la Commission départementale des sites siégeant en formation de protection de la nature ainsi que de la Chambre départementale d'agriculture. De plus, lorsque le ou les biotopes en question sont situés sur des terrains soumis au régime forestier, l'avis du directeur régional de l'Office national des Forêts est requis.

Le préfet a toute latitude pour définir les activités qui doivent être réglementées ou interdites dans la mesure où elles portent effectivement atteinte au milieu de vie de l'espèce.

APPLICATION DE CES DISPOSITIONS AUX ESPÈCES FORESTIÈRES

Chacune des dispositions qui viennent d'être exposées a été appliquée à des espèces forestières : quelques espèces d'arbres ou d'autres espèces ligneuses mais surtout des espèces herbacées susceptibles d'être rencontrées en forêt.

Protection intégrale

Les listes d'espèces intégralement protégées, qu'elles soient nationales ou régionales, comportent de nombreuses espèces forestières.

On consultera fort utilement la « *Flore forestière française* » (Rameau et al., 1989) qui aborde cette question dans son annexe 3 (pp. 1777 à 1785) et dont nous retiendrons les points suivants :

« Les espèces forestières strictes (c'est-à-dire propres aux peuplements fermés) sont exceptionnellement des espèces rares, sauf dans certains milieux à fortes contraintes écologiques.

Les plantes à haute valeur biologique (et donc patrimoniale) sont souvent liées à des milieux associés à la forêt, qui représentent des étapes de la dynamique de la végétation évoluant vers la forêt fermée : microéboulis, pelouses externes, pelouses intraforestières, lisières forestières externes et internes, manteaux arbustifs, peuplements ouverts, etc.

Il faut ajouter les écosystèmes spécialisés : tourbières, marais, landes, falaises..., situés en périmètre boisé et souvent riches en espèces rares. (...)

La rareté des espèces forestières est généralement une rareté relative, en rapport avec une situation marginale (marginalité chorologique, c'est-à-dire limite d'aire, ou marginalité écologique) ».

Parmi les espèces forestières intégralement protégées, on notera quelques espèces d'arbres ou arbustes, à savoir :

- l'Alisier de Fontainebleau (*Sorbus latifolia*) et le Faux Chêne-liège (*Quercus crenata*) dans la liste nationale,
- l'Orme lisse (*Ulmus laevis*) dans les listes régionales Picardie et Auvergne,
- le Chêne tauzin (*Quercus pyrenaica*) dans la liste régionale Limousin,
- l'Alisier blanc (*Sorbus aria*) dans la liste régionale Haute-Normandie.

Il faut à ce propos mentionner le problème juridique que certains ont soulevé au sujet de la protection de ces arbres : une application stricte des arrêtés de protection semblerait empêcher l'exploitation des arbres adultes, même dans un but de régénération le cas échéant.

En fait, en l'absence d'une jurisprudence contraire, rien n'empêche de considérer qu'il s'agit là d'une opération d'« exploitation courante » qui donc bénéficie de la levée des interdictions prévue par les arrêtés.

Les autres espèces forestières, ligneuses ou herbacées, bénéficiant d'une protection intégrale sont trop nombreuses pour pouvoir être citées ici.

Nous mentionnerons seulement quelques exemples d'espèces protégées au niveau national telles que :

- *Aster amellus*, une Composée héliophile qui craint donc la densification du couvert,
- *Cypripedium calceolus*, le célèbre Sabot de Vénus que l'on rencontre encore dans certaines forêts claires de l'Est et du Sud-Est,
- *Epipogium aphyllum*, petite Orchidée montagnarde et saprophyte,
- *Laser trilobum*, Ombellifère que l'on rencontre notamment en Lorraine dans certaines lisières et pelouses forestières,
- *Veratrum nigrum*, le Vêtratre noir, une Liliacée dont la présence se limite à quelques bois et pelouses des Alpes-Maritimes.

Par ailleurs, les listes d'espèces végétales intégralement protégées des départements d'Outre-Mer comportent elles aussi plusieurs espèces d'arbres comme :

— *Guaïacum officinale* (le Gaïac) ou *Mastichodendron foetidissimum* (l'Acomat) en Guadeloupe et Martinique,

— *Ochrosia borbonica* (le Bois jaune) ou *Sideroxylon majus* (le Bois de fer) à la Réunion.

Dans la plupart des cas, la protection des espèces forestières est tout à fait conciliable avec la gestion sous réserve que le forestier ait connaissance de leur existence, de leur localisation et des précautions à prendre pour éviter de les mettre en danger.

Il faut ici insister sur le devoir réciproque des forestiers et des scientifiques (voir à ce propos la « *Flore forestière française* », déjà citée, p. 1784) :

— les forestiers ont le devoir de s'enquérir de l'existence d'espèces protégées dans les forêts qu'ils gèrent, en s'adressant aux scientifiques, aux sociétés botaniques ou aux organismes spécialisés comme les Conservatoires botaniques nationaux agréés par le ministère de l'Environnement pour les régions qui en possèdent un, etc.,

— les naturalistes (professionnels ou amateurs) qui connaissent la répartition des espèces rares ont le devoir d'en informer les gestionnaires forestiers avec toute la précision nécessaire sous peine de devoir déplorer leur destruction par ignorance.

On ne peut protéger que ce que l'on connaît.

Tout récemment, des travaux forestiers en forêt domaniale du Huelgoat ont gravement endommagé une des rares stations françaises d'*Hymenophyllum tunbridgense*, petite Fougère protégée par l'arrêté du 20 janvier 1982.

Cet incident regrettable a eu pour conséquence positive de tisser des liens entre la Direction régionale de l'Office national des Forêts en Bretagne et le Conservatoire botanique national de Brest. Ce dernier a été invité à assurer une information précise des gestionnaires concernés afin que ce type de problème ne se reproduise pas.

Protection partielle

L'annexe II de l'arrêté du 20 janvier 1982 comporte, elle aussi, quelques espèces forestières telles que :

- *Ceratonia siliqua* (le Caroubier),
- *Dianthus superbus* (l'Œillet magnifique),
- *Paeonia officinalis* (la Pivoine officinale),
- *Pyrola rotundifolia* (la Pyrole à feuilles rondes).

Rappelons que si leur récolte est soumise à autorisation, leur destruction en revanche est interdite au même titre que les espèces intégralement protégées.

« Réglementation locale de la cueillette »

L'arrêté du 13 octobre 1989 comporte un grand nombre d'espèces ou groupes d'espèces susceptibles d'être rencontrées en forêt notamment :

- toutes les espèces de champignons,
- les Lycopodes (*Lycopodium annotinum* et *L. clavatum*),
- l'Osmonde royale (*Osmunda regalis*),
- l'If (*Taxus baccata*),
- le Muguet (*Convallaria maialis*),
- le Perce-Neige (*Galanthus nivalis*),
- la Jonquille (*Narcissus pseudonarcissus*),
- l'Ornithogale des Pyrénées (*Ornithogalum pyrenaicum*),
- le Fragon, petit-houx (*Ruscus aculeatus*),
- le Buis (*Buxus sempervirens*),
- le Bois-joli (*Daphne mezereum*),
- le Houx (*Ilex aquifolium*),

Les statuts de protection existants

- les Airelles (toutes les espèces du genre *Vaccinium*),
- le Gui (*Viscum album*).

La cueillette de toutes ces espèces est donc susceptible d'être réglementée par le préfet et ce quel que soit le statut de propriété du sol (forêt domaniale, communale ou privée). Ces dispositions viennent donc compléter efficacement celles figurant dans le Code forestier.

L'instruction du 16 août 1990 déjà mentionnée a demandé aux préfets d'associer les services administratifs concernés (Direction départementale de l'Agriculture et de la Forêt notamment) et les gestionnaires forestiers (Office national des Forêts) à l'élaboration et à la mise en œuvre de cette réglementation dans leur département. Cette instruction est effectivement en cours d'application.

Les arrêtés de protection de biotopes

Vouloir dresser un bilan national des arrêtés de biotopes n'est pas chose facile puisque cette procédure relève entièrement du préfet.

Le ministère de l'Environnement reçoit simplement copie des arrêtés préfectoraux pour information, mais il n'est pas rare que l'arrêté de biotope ne fasse pas mention explicitement de la ou des espèces pour lesquelles il a été pris. Ceci augmente encore la difficulté d'établir une synthèse nationale.

En tout état de cause, sur les 160 arrêtés de protection de biotopes existant en France à l'heure actuelle, une très faible proportion semble concerner des milieux forestiers.

De plus, la plupart des arrêtés de biotopes en forêt concerne des espèces d'oiseaux (Héron ou Grand Tétràs par exemple) et sortent donc des limites du présent exposé.

Parmi les arrêtés de biotopes en forêt concernant des espèces végétales, nous retiendrons les exemples suivants :

- en Meurthe-et-Moselle (commune de Bicqueley) et en Moselle (commune de Belles-Forêts) : deux arrêtés de biotope concernant *Gagea lutea* dans des forêts pour partie communales et pour partie domaniales ;

- en Haute-Marne (commune de Doulaincourt) : un arrêté concernant *Cypripedium calceolus* dans un massif forestier pour partie communal et pour partie privé ;

- dans l'Yonne (communes de Branches et Appoigny) : un arrêté concernant *Drosera rotundifolia*, *Myrica gale*, *Pyrola rotundifolia* et *Salix repens* dans un massif forestier privé ;

- en Haute-Savoie (communes de Boège et autres) : un arrêté concernant *Cypripedium calceolus*, *Gagea lutea*, *Lycopodium alpinum*, *Pyrola rotundifolia*, *Salix daphnoides* et *Dianthus superbus* dans le massif forestier des Voirons (forêts communales).

L'étude du contenu de ces arrêtés montre que dans la plupart des cas les activités forestières continuent à s'exercer conformément aux pratiques antérieures. L'arrêté de biotope apparaissant justement comme une garantie que ces pratiques de gestion ne seront pas modifiées.

Dans certains cas, l'arrêté prévoit une limitation des interventions sylvicoles à une période de l'année bien définie, période pendant laquelle ces interventions présentent le moins d'effets perturbants pour le milieu.

À noter enfin, dans l'arrêté de biotope de Belles-Forêts (Moselle), une clause prévoit un avis préalable du Conservatoire des sites lorrains avant tous travaux d'exploitation forestière par l'Office national des Forêts.

Mais les arrêtés de biotopes présentent l'immense avantage de permettre d'élaborer une réglementation opposable au public, par exemple :

- l'interdiction de déposer ou d'abandonner tous produits, matériaux, détritiques, etc. pouvant nuire à la qualité du biotope ;

- la limitation de la pénétration du public lorsqu'elle s'avère avoir un effet déterminant sur la conservation du milieu...

Rappelons à ce propos que les infractions aux arrêtés préfectoraux de protection de biotopes sont passibles des peines prévues pour les contraventions de la 4^e classe (Code rural, art. R. 215-1).

CONCLUSIONS

Comme nous venons de le voir, les espèces et milieux forestiers sont largement concernés par les dispositions relatives à la protection des espèces menacées et de leurs biotopes.

Il s'agit d'un domaine du droit relativement récent et qui ne manquera pas de se développer dans les années à venir :

- l'élaboration de listes d'espèces protégées sera poursuivie pour les régions qui n'en possèdent pas encore ;

- les listes déjà existantes seront mises à jour en fonction de l'évolution des connaissances ;

- les opportunités de prendre des arrêtés de protection de biotopes seront de plus en plus nombreuses.

Un tel dispositif ne sera pleinement efficace que grâce à la collaboration des forestiers gestionnaires qui peuvent jouer un rôle décisif en matière de conservation du patrimoine naturel.

Il n'est pas inutile de rappeler ici que tous les personnels forestiers commissionnés pour constater les infractions en matière forestière ont été chargés par le législateur de constater également les infractions en matière de protection de la nature (Code rural, art. L. 215-5).

Il serait donc choquant que les services chargés de faire appliquer la loi ne soient pas les premiers à la mettre en application.

Les forestiers doivent montrer l'exemple !

J.-P. GALLAND
Chargé de la Flore sauvage
Direction de la Protection de la Nature
MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT
14, boulevard Général Leclerc
92524 NEUILLY-SUR-SEINE

BIBLIOGRAPHIE

Code rural, livre II, protection de la nature. — Paris : Direction des Journaux officiels, janvier 1990. — 378 p.

GALLAND (J.-P.). — Les Instruments juridiques de protection de la flore sauvage. In : Actes du Colloque « Plantes sauvages menacées », Brest, 8-10 octobre 1987. — Paris : Bureau des Ressources génétiques, 1989 (Diffusion : Lavoisier, Paris).

Protection de la nature. Brochure n° 1454-1 : protection de la faune et de la flore. — Paris : Direction des Journaux officiels, septembre 1990. — 392 p. (recueil des arrêtés et circulaires concernant la protection des espèces végétales et animales).

RAMEAU (J.-C.) *et al.* — Flore forestière française. Tome I : Plaines et collines. — Paris : Institut pour le Développement forestier, 1989. — 1786 p.